

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) a le temps de poser une brève question ou de faire un brève observation.

M. Nystrom: Le député a parlé d'équité en milieu de travail avec éloquence. Je veux simplement savoir pourquoi le parti libéral n'a rien proposé de tel quand il était au pouvoir.

M. Baker: Nous avons fait adopter la Loi canadienne sur les droits de la personne, la Charte des droits et ce qu'on appelle l'égalité des droits en matière d'emploi dans toute la Fonction publique, que le gouvernement actuel est en train de démolir. Le projet de loi à l'étude n'est pas du tout satisfaisant. Il aurait dû être la suite logique de ce qu'avait entrepris et accompli le gouvernement précédent. Le député sait que le parti libéral a défendu la cause de l'équité au travail. Le gouvernement actuel est celui qui ne remplit pas son mandat.

● (1800)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 66 du Règlement.

L'AGRICULTURE—LE FINANCEMENT DE RECHERCHES SUR LES COULEURS DES VACHES LAITIÈRES. B) L'APPROBATION DU PROJET

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le 7 avril, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Wise) pourquoi le gouvernement fédéral versait 10 millions de dollars à un groupe de riches investisseurs américains, la Dreamstreet Limited, pour procéder à des recherches bidon sur des vaches laitières. Il s'agissait de savoir si les vaches holstein étaient noir et blanc ou roux et blanc. Le ministre m'a répondu, essentiellement, qu'il ne s'y connaissait pas très bien dans ce domaine, qu'en fait, il avait reçu des instances pour et contre le projet et qu'il avait demandé conseil à l'Association Holstein-Friesian du Canada.

J'ai rappelé dans ma question supplémentaire que Réjean Bouchard, le coordonnateur de la recherche sur les animaux, avait déclaré que tous ceux qui avaient été consultés sur ce projet n'avaient pas voulu y toucher. J'ai demandé pourquoi le ministre essayait de rendre la vie douce aux gens de Dreamstreet, ces riches investisseurs de Wall Street, en leur versant 10 millions de l'argent des contribuables canadiens. Le ministre s'est dérobé en disant que ce n'est pas lui qui avait approuvé le projet mais le ministre du Revenu national (M. Mackay). Il essayait de toute évidence de se décharger sur l'Association Holstein du Canada, dont ce n'est cependant pas la responsabilité, me semble-t-il. Il appartient au gouvernement de décider si le projet doit se réaliser et si la subvention de 10 millions de dollars servira essentiellement d'opération de blanchissage pour recycler nos deniers publics aux États-Unis.

Si le ministre se donne la peine de lire le communiqué émis par l'Association Holstein-Friesian du Canada le 7 avril dernier, il se rendra compte combien il est inopportun d'entourer ce projet du plus grand secret. Il verra aussi que la comparaison entre Holstein rouges et blanches et Holstein noires et

L'ajournement

blanches ne vaut vraiment pas la peine, que la description qu'on a faite de ce projet ne correspond pas du tout aux besoins actuels et futurs de notre industrie laitière et qu'une telle entreprise devrait profiter directement et de façon substantielle aux éleveurs de cette race laitière.

J'ai parlé à David Clemens quelques jours après avoir posé cette question. Il m'a dit, après que ce projet eut été approuvé, que c'était une véritable fumisterie sans avantage aucun sur le plan de la recherche. Si je ne m'abuse, l'Association Holstein-Friesian voudrait reconvertir ce projet en une entreprise plus valable, mais nous avons déjà accordé 10 millions de dollars, à même l'argent des contribuables, à la compagnie Dreamstreet pour effectuer des recherches. Nos agriculteurs sont consternés par cette affaire. Ils se disent que si le gouvernement peut se permettre de commanditer des recherches inutiles, pourquoi ne peut-il pas trouver des fonds pour des projets agricoles valables?

Nous nous demandons bien pourquoi le ministre a fait des pressions au ministère du Revenu à ce sujet? On nous a dit que ce projet avait été rejeté trois ou quatre fois. Ou serait-ce plutôt le bureau du premier ministre qui a exercé de telles pressions? Qui est donc Dreamstreet, de toute façon? Bien des rapports nous sont parvenus à son sujet. Nous en avons reçu un d'un agriculteur qui avait entendu dire qu'en 1984, cette compagnie avait contracté des dettes pour environ 11 millions de dollars aux États-Unis et qu'elle avait été obligée de se reorganiser. Le numéro de mars dernier de *Holstein-Friesian World* parle d'une vente effectuée à *Hyperian Farms*, dans l'État de New-York, où quelque 37 lots de bétail ont été vendus pour 9 millions de dollars. Une bête s'est même vendue 1.5 million de dollars. Cependant, après vérification un mois plus tard, on a découvert que l'argent n'avait pas changé de main. Et les pedigrees non plus d'ailleurs.

Quel est donc cette sorte de supercherie dont nous parle *Holstein-Friesian World*? Quel coup fourré est-on en train de nous faire au Canada? Ce que craignent les agriculteurs, c'est que des douzaines, voire des centaines d'entre eux, qui ont vendu des animaux et qui en ont gardé sans recevoir de paiement, fassent les frais de cette affaire au bout du compte. La grande question est donc de savoir si le gouvernement du Canada fait bien de dépenser 10 millions de dollars pour constituer le plus grand cheptel de vaches laitières au Canada propriété en fait d'un groupe d'investisseurs américains de l'État de New-York?

● (1805)

Nous nous rendons compte un jour que c'est la plus grande supercherie jamais montée contre notre industrie laitière et contre l'Association Holstein-Friesian. C'est à croire que le ministre laisse faire ces choses sans arriver à prendre une décision. Il ne fait rien pour mettre un terme à cette supercherie. Il devrait y mettre le holà immédiatement ou s'il n'en a pas le courage, qu'il établisse une autre commission d'enquête. Toute cette affaire sent mauvais. Nos producteurs laitiers sont en colère. Ce qu'ils veulent, c'est une intervention de la part du gouvernement. Ils ne veulent surtout pas d'un ministre de l'Agriculture qui se tourne les pouces, qui laisse cette affaire se poursuivre.